

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 décembre 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à prendre des mesures concrètes
pour protéger et renforcer
la “zone de liberté” européenne
pour les LGBTQI+**

(déposée par Mmes Goedele Liekens et
Marianne Verhaert)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 december 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het nemen
van concrete maatregelen
ter bescherming en versterking
van de Europese LGBTQI+-“vrijheidszone”**

(ingediend door de dames Goedele Liekens en
Marianne Verhaert)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 17 mai 2021, ILGA-Europe (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association Europe*) a publié sa “*Rainbow Europe Map and Index*” annuelle. Les résultats pour 2021 ne sont pas encourageants: ILGA note que les avancées en matière de droits des LGBTQI+ sont quasiment au point mort depuis douze mois. Alors que la Belgique occupe la deuxième place pour la quatrième fois, la Pologne est tout en bas de la liste pour la deuxième année consécutive et obtient le pire résultat de tous les États membres européens. Ce n'est malheureusement pas une surprise.

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a aussi indiqué clairement dans son rapport du 14 mai 2020 qu'au cours des sept dernières années, on n'a réalisé que peu de progrès, voire aucun. Toutefois, des différences significatives sont visibles entre les États membres de l'Union européenne, mais cela montre tout de même que le chemin à parcourir est encore long avant que nous puissions réellement déclarer l'Union européenne zone de liberté effective pour les LGBTQI+. La Belgique a toujours joué un rôle de pionnier au niveau international en termes d'acceptation sociale et d'égalité des chances et des droits pour les personnes LGBTQI+, mais la bataille au sein de l'Union européenne est encore loin d'être gagnée.

L'impact des mesures contre le COVID-19 sur la communauté LGBTQI+ reste également méconnu. C'est ce qui ressort de plusieurs rapports internationaux et européens, notamment le rapport des Nations unies de Victor Madrigal-Borloz (l'expert indépendant des Nations unies sur la protection contre la violence et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre), le rapport de ILGA-Europe, la déclaration du Conseil de l'Europe, mais aussi le rapport de Çavaria intitulé “De impact van COVID-19 op LGBTI-personen” (“L'impact du COVID-19 sur les personnes LGBTI”). Il est donc d'autant plus d'actualité de protéger les droits et les libertés de la communauté LGBTQI+, tant en Europe qu'en dehors de celle-ci.

En 2019, une centaine de communes et de provinces polonaises se sont déclarées zones “sans LGBTQI+”. En 2020, le conseil communal de la ville hongroise de Nagykáta a voté l'interdiction de la “diffusion de propagande LGBTQI+”. En juin 2021, la Hongrie a adopté une loi rendant illégale la “promotion des valeurs LGBTQI+” auprès des mineurs. En août 2021, le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a promulgué un décret limitant la vente de livres pour enfants mettant en scène des

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 17 mei 2021 heeft ILGA-Europe (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association Europe*) de jaarlijkse *Rainbow Europe Map en Index* gepubliceerd. De resultaten voor 2021 zijn niet bemoedigend: ILGA stelt vast dat op gebied van vooruitgang van LGBTQI+-rechten het de afgelopen twaalf maanden bijna volledig tot stilstand is gekomen. Waar België voor de vierde keer op de tweede plaats staat, staat Polen voor het tweede jaar op rij helemaal onderaan de lijst en scoort het land het slechtst van alle Europese lidstaten. Dit komt helaas niet als een verrassing.

Ook het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA) heeft in haar rapport van 14 mei 2020 duidelijk gesteld dat er de afgelopen zeven jaar weinig of geen vooruitgang is geboekt. Er zijn echter wel belangrijke verschillen tussen de Europese lidstaten zichtbaar, maar dit toont toch aan dat er nog een lange weg te gaan is alvorens we de Europese Unie weldegelijk als een effectieve LGBTQI+-vrijheidszone kunnen verklaren. België heeft altijd een internationale voortrekkersrol gespeeld op vlak van maatschappelijke aanvaarding en gelijke kansen en rechten voor LGBTQI+-personen, maar de strijd binnen de Europese Unie is nog verre van gestreden.

Ook de impact van de COVID-19 maatregelen op de LGBTQI+-gemeenschap blijft onderbelicht. Dit blijkt uit verschillende internationale en Europese rapporten, waaronder het VN-rapport van Victor Madrigal-Borloz (de onafhankelijke VN-deskundige inzake geweld en discriminatie op grond van seksuele geaardheid en genderidentiteit), het rapport van ILGA-Europe, de verklaring van de Raad van Europa, maar ook uit het rapport “De impact van COVID-19 op LGBTI-personen” van Çavaria. Des te meer is het van actueel belang om de rechten en vrijheden van de LGBTQI+-gemeenschap, zowel binnen als buiten Europa, te beschermen.

In 2019 verklaarden een honderdtal Poolse gemeenten en provincies zich als “LGBTQI+-vrije” zone. In 2020 stemde de gemeenteraad van de Hongaarse stad Nagykáta om de “verspreiding van zogenaamde LGBTQI+-propaganda” te verbieden. In juni 2021 werd in Hongarije een wet goedgekeurd die het illegaal maakt om “LGBTQI+-waarden te promoten” bij minderjarigen. In augustus 2021 vaardigde de Hongaarse Premier, Viktor Orbán, een decreet uit dat de verkoop

personnes LGBTQI+. Mais récemment, nous constatons aussi une augmentation de la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ au sein de l'Union européenne. Le 27 octobre 2021, le Sénat italien a rejeté une proposition de loi punissant les délits de haine contre les LGBTQI+. Le 29 octobre 2021, le Parlement polonais a voté la poursuite des travaux sur la proposition de loi "Stop LGBTQI+", qui vise à interdire les marches des fiertés et autres rassemblements LGBTQI+. Le 30 octobre 2021, les bureaux de *Rainbow Hub* à Sofia, en Bulgarie, ont été attaqués et vandalisés.

Le 11 novembre 2020, la Commission européenne a annoncé sa stratégie européenne pour l'égalité des personnes LGBTQI+ pour la période 2020-2025. L'Union y reconnaît explicitement que la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ est toujours présente dans toute l'UE. Il s'agit de la toute première stratégie de la Commission européenne dans le domaine de l'égalité des personnes LGBTQI+ et elle répond à l'engagement de la Commission de construire une Union de l'égalité. Elle contient une série de mesures concrètes visant à intégrer l'égalité des personnes LGBTQI+ dans tous les domaines politiques.

Les récentes attaques contre la communauté LGBTQI+ montrent qu'il est plus crucial que jamais que la Commission européenne mette en œuvre sa stratégie de manière effective et prioritaire. Par la présente résolution, nous demandons à la Commission européenne de ne pas tergiverser car, à notre grand regret, ni le discours sur l'état de l'Union 2021, ni le programme de travail de la Commission européenne 2022 n'ont fait référence aux travaux de mise en œuvre de la stratégie européenne pour l'égalité et la non-discrimination de la communauté LGBTQI+ dans l'Union européenne. Par la présente proposition de résolution, nous souhaitons attirer l'attention sur cette question et appeler à l'action.

Outre l'application du mécanisme de l'État de droit et l'engagement de procédures d'infraction, il est également important de plaider en faveur de l'adhésion effective de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme. Si nous voulons vraiment protéger nos droits fondamentaux au sein de l'Union européenne, il est essentiel que l'Union mette enfin en œuvre l'article 6, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne.

Les demandes formulées dans la présente proposition de résolution visent à préparer l'Union européenne comme le gouvernement belge à la conférence "*Safe To Be Me: A Global Equality Conference*", qui se tiendra à Londres du 27 au 29 juin 2022. Il est essentiel que l'Union européenne et la Belgique y soient représentées en tant que pionniers en matière d'égalité des chances et de droits des personnes LGBTQI+ à l'échelle internationale.

van jeugdboeken beperkt waarin LGBTQI+-personen voorkomen. Maar ook recentelijk zien we een toename van LGBTQI+-discriminatie binnen de Europese Unie. Op 27 oktober 2021 verwierp de Italiaanse Senaat een wetsvoorstel dat LGBTQI+-haatmisdrijven bestraft. Op 29 oktober 2021 stemde het Pools Parlement verder te werken aan het wetsvoorstel "Stop LGBTQI+", dat Pride-marsen en andere LGBTQI+-bijeenkomsten zou verbieden. Op 30 oktober 2021 werden de kantoren van *Rainbow Hub* in Sofia, Bulgarije, aangevallen en vernield.

Op 11 november 2020 kondigde de Europese Commissie haar Europese strategie voor gelijkheid van LGBTQI+'ers voor 2020-2025 aan. Hierin erkent de Unie expliciet dat discriminatie van LGBTQI+-personen nog steeds voorkomt in de hele EU. Dit is de allereerste strategie van de Commissie op het gebied van LGBTQI+-gelijkheid en komt tegemoet aan het streven van de Europese Commissie om een Unie van gelijkheid op te bouwen. Het bevat een reeks van concrete maatregelen om gelijkheid van LGBTQI+'ers in alle beleidsgebieden te integreren.

De recente aanvallen op de LGBTQI+-gemeenschap tonen aan dat het meer dan ooit cruciaal is dat de Europese Commissie effectief en prioritair uitvoering geeft aan haar strategie. Met deze resolutie vragen we de Europese Commissie om niet te talmen, want tot onze grote spijt werd er noch in de State of the Union 2021, noch in het werkprogramma van de Europese Commissie 2022 verwezen naar de werkzaamheden omtrent de uitvoering van de Europese strategie voor gelijkheid en non-discriminatie van de LGBTQI+-gemeenschap in de Europese Unie. Met dit voorstel van resolutie willen we toch hiervoor de nodige aandacht en actie vragen.

Naast de toepassing van het rechtsstaatsmechanisme en het opstarten van inbreukprocedures, is het ook belangrijk om te pleiten voor de effectieve toetreding van de Europese Unie tot het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens. Als we onze grondrechten daadwerkelijk willen beschermen binnen de Europese Unie is het essentieel dat de Unie eindelijk artikel 6, § 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie uitvoert.

Met de verzoeken in dit voorstel van resolutie willen we zowel de Europese Unie als de Belgische regering ook klaarstomen voor de "*Safe To Be Me: A Global Equality Conference*", die van 27 tot 29 juni 2022 in Londen zal plaatsvinden. Het is van essentieel belang dat de Europese Unie en België als internationale voortrekkers van gelijke kansen en rechten voor LGBTQI+-personen hier worden vertegenwoordigd.

Plusieurs résolutions ont déjà été adoptées, au niveau de l'Union européenne comme dans le reste du monde, pour protéger la communauté LGBTQI+. La présente proposition de résolution ne vise pas à réagir à un événement concret en particulier, mais plutôt à établir un cadre général dans lequel nous demandons à la Commission européenne et au gouvernement belge de prendre des mesures concrètes en vue de protéger et de renforcer la zone de liberté LGBTQI+ de l'Europe.

Ce n'est pas un combat entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, mais un combat mené pour la protection des droits fondamentaux de l'Union européenne et contre les partis, les courants et les gouvernements liberticides qui émergent au sein de l'Union. La présente résolution donne concrètement suite à la résolution du Parlement européen du 11 mars 2021 sur la déclaration de l'Union européenne en tant que "zone de liberté" pour les personnes LGBTQI+.

Er werden reeds verschillende resoluties ter bescherming van de LGBTQI+-gemeenschap, zowel binnen als buiten de Europese Unie, gestemd. Met dit voorstel van resolutie reageren we echter niet op één concreet gebeurtenis, maar stellen we een algemeen kader voor waarin we concrete maatregelen vragen aan de Europese Commissie en Belgische regering om de Europese LGBTQI+-'vrijheidszone' te beschermen en te versterken.

Dit is geen strijd tussen West- en Oost-Europa, maar betreft de bescherming van fundamentele grondrechten van de Europese Unie en de strijd tegen de opkomende illiberale partijen, stromingen en regeringen binnen onze Unie. We geven hiermee concreet gevolg aan de verklaring van het Europees Parlement dat op 11 maart 2021 de Europese Unie als LGBTQI+-"vrijheidszone" heeft verklaard.

Goedele LIEKENS (Open Vld)
Marianne VERHAERT (Open Vld)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que les droits des personnes LGBTQI+ sont des droits humains;

B. considérant que l'identité LGBTQI+ n'est pas une idéologie mais une identité personnelle;

C. vu l'accord de gouvernement fédéral du 30 septembre 2020;

D. vu la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948;

E. vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966, auxquels tous les États membres de l'Union européenne sont parties;

F. vu l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE);

G. vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, adoptée le 4 novembre 1950, et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière;

H. vu l'article 6, § 2, du Traité sur l'Union européenne (TUE) relatif à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

I. vu la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, signée et proclamée par les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission le 7 décembre 2000 au Conseil européen de Nice;

J. vu la communication de la Commission européenne du 12 novembre 2020 intitulée "Union de l'égalité: stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025" (COM(2020)0698);

K. vu le Règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union ("règlement relatif à la conditionnalité liée à l'État de droit");

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat rechten van LGBTQI+-personen mensenrechten zijn;

B. overwegende dat LGBTQI+ over de identiteit van een persoon gaat en geen ideologie is;

C. gelet op het federaal regeerakkoord van 30 september 2020;

D. gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, aangenomen op 10 december 1948;

E. gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 16 december 1966 en het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 19 december 1966, waartoe alle Europese lidstaten verdragspartij zijn;

F. gelet op artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU);

G. gelet op het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, aangenomen op 4 november 1950 en de bijhorende jurisprudentie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens;

H. gelet op artikel 6, § 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) inzake de toetreding van de Unie tot het Europees Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

I. gelet op het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, ondertekend en afgekondigd door de voorzitters van het Europees Parlement, de Raad en de Commissie op 7 december 2000 op de Europese Raad van Nice;

J. gelet op de mededeling van de Europese Commissie van 12 november 2020 getiteld "Een Unie van gelijkheid: strategie voor gelijkheid van LGBTIQ'ers 2020-2025" (COM(2020)0698);

K. gelet op de Verordening (EU, Euratom) 2020/2092 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020 betreffende een algemeen conditionality regime ter bescherming van de Uniebegroting ("de verordening inzake conditionaliteit met betrekking tot de rechtsstaat");

L. vu la résolution du Parlement européen du 14 février 2019 sur l'avenir de la liste des mesures en faveur des personnes LGBTI (2019-2024) (2019/2573 (RSP));

M. vu la résolution du Parlement européen du 18 décembre 2019 sur la discrimination publique et le discours de haine à l'égard des personnes LGBTI, notamment les "zones sans LGBTI" (2019/2933(RSP));

N. vu la résolution du Parlement européen du 16 janvier 2020 sur les auditions en cours au titre de l'article 7, paragraphe 1, du traité UE concernant la Pologne et la Hongrie (2020/2513 (RSP));

O. vu la résolution du Parlement européen du 21 janvier 2021 sur la perspective de genre pendant la crise de la COVID-19 et la période de l'après-crise (2020/2021 (INI));

P. vu la résolution du Parlement européen du 11 mars 2021 sur la déclaration de l'Union européenne en tant que zone de liberté pour les personnes LGBTIQ (2021/2557 (RSP));

Q. vu la résolution du Parlement européen du 8 juillet 2021 sur les violations du droit de l'UE et des droits des citoyens LGBTIQ+ en Hongrie par suite de l'adoption de modifications de la législation au Parlement hongrois (2021/2780 (RSP));

R. vu la résolution relative à la défense des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexe (LGBTQI) au sein du Conseil de l'Europe, adoptée en séance plénière le 14 janvier 2021 (DOC 55 0467/005);

S. vu le rapport de l'ONU intitulé "*Violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity during the coronavirus disease (COVID-19) pandemic*" de Victor Madrigal-Borloz, l'expert indépendant des Nations unies sur les violences et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, du 28 juillet 2020 (A/75/258);

T. vu la note d'ILGA-Europe intitulée "COVID-19: *domestic violence against LGBTI people*";

U. vu l'ILGA Rainbow Europe Map 2021 publiée le 17 mai 2021;

V. vu le mémorandum de la commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe du 3 décembre 2020 sur la stigmatisation des personnes LGBTI en Pologne;

L. gelet de resolutie van het Europees Parlement van 14 februari 2019 over de toekomst van de lijst van acties ter bevordering van de gelijkheid van LGBTI-personen (2019-2024) (2019/2573 (RSP));

M. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 18 december 2019 over openbare discriminatie en haatzaaiende uitslatingen ten aanzien van LGBTI-personen, zoals LGBTI-vrije zones (2019/2933 (RSP));

N. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 16 januari 2020 over hoorzittingen die plaatsvinden in het kader van artikel 7, lid 1, van het VEU met betrekking tot Polen en Hongarije (2020/2513 (RSP));

O. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 21 januari 2021 over het genderperspectief in de COVID-19-crisis en de periode na de crisis (2020/2021 (INI));

P. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 11 maart 2021 over het uitroepen van de EU tot vrijheidszone voor LGBTIQ-personen (2021/2557 (RSP));

Q. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 8 juli 2021 over de schending van het EU-recht en van de rechten van de LGBTQI+-burgers in Hongarije als gevolg van de door het Hongaars Parlement aangenomen wetswijzigingen (2021/2780 (RSP));

R. gelet op de resolutie om in de Raad van Europa op te komen voor de rechten van de lesbiennes, gays, biseksuelen, transgenders, queers en interseksuele personen (LGBTQI's) aangenomen door de plenaire vergadering van 14 januari 2021 (DOC 55 0467/005);

S. gelet op het VN-rapport "*Violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity during the coronavirus disease (COVID-19) pandemic*" van Victor Madrigal-Borloz, de onafhankelijke VN-deskundige inzake geweld en discriminatie op grond van seksuele geaardheid en genderidentiteit, van 28 juli 2020 (A/75/258);

T. gelet op de nota van ILGA-Europe getiteld "COVID-19: *domestic violence against LGBTI people*";

U. gelet op de ILGA-2021 Rainbow Europe Map gepubliceerd op 17 mei 2021;

V. gelet op het memorandum van de Commissaris voor de Mensenrechten van de Raad van Europa van 3 december 2020 over de stigmatisering van LGBTI-personen in Polen;

W. vu la déclaration du Conseil de l'Europe intitulée "COVID-19: La souffrance et la résilience des personnes LGBT doivent être visibles et informer les actions des États";

X. vu les résultats de l'enquête "Le long parcours des personnes LGBTI vers l'égalité", réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), publiée le 14 mai 2020;

Y. vu le rapport de çavaria intitulé "De impact van COVID-19 op LGBTI-personen: een oproep aan beleidsmakers";

Z. considérant que la Belgique a toujours joué un rôle pionnier en matière d'acceptation sociale et d'égalité des chances et des droits pour les personnes LGBTQI+, mais que la bataille est encore loin d'être gagnée;

AA. considérant que le droit à l'égalité de traitement et à la non-discrimination est un droit fondamental gravé dans les Traités et la Charte de l'UE et qu'il doit être respecté sans restriction;

BB. considérant que tous les États membres européens ont, en vertu du droit international et des Traités de l'UE, la tâche et l'obligation de veiller au respect, à la garantie, à la protection et au maintien des droits fondamentaux;

CC. considérant que l'ILGA *Rainbow Europe Map* 2021 met en lumière une stagnation quasi générale en matière des droits de l'homme des personnes LGBTQI+;

DD. considérant que l'ILGA *Rainbow Europe Map* 2021 montre que la Belgique occupe pour la quatrième fois le deuxième rang, mais que la Pologne occupe pour la deuxième année consécutive la dernière place dans la catégorie des États membres de l'UE;

EE. considérant qu'en 2019, une centaine de communes et de provinces polonaises ont déclaré leur territoire "zone sans LGBTQI+", mais que depuis la menace brandie par l'UE de leur refuser l'octroi de fonds et de subventions, plusieurs provinces et communes polonaises sont revenues sur leur déclaration de "zone sans LGBTQI+";

FF. considérant que le conseil communal de la ville hongroise de Nagykáta a décidé en 2020 d'interdire "la diffusion de la propagande LGBTQI+", devenant ainsi la première zone "sans LGBTQI+" de Hongrie;

W. gelet op de verklaring van de Raad van Europa "COVID-19: *The suffering and resilience of the LGBT persons must be visible and inform the actions of States*";

X. gelet op de resultaten van de enquête van "Nog een lange weg te gaan voor LGBTI-gelijkheid", uitgevoerd door het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA), gepubliceerd op 14 mei 2020;

Y. gelet op het rapport van çavaria getiteld "De impact van COVID-19 op LGBTI-personen: een oproep aan beleidsmakers";

Z. overwegende dat België altijd een internationale voortrekkersrol heeft gespeeld op vlak van maatschappelijke aanvaarding en gelijke kansen en rechten voor LGBTQI+-personen, maar dat de strijd nog verre van gestreden is;

AA. overwegende dat het recht op gelijke behandeling en non-discriminatie een grondrecht is dat verankerd is in de EU-Verdragen en het Handvest en dat volledig moet worden geëerbiedigd;

BB. overwegende dat alle Europese lidstaten uit hoofde van het internationaal recht en de EU-Verdragen de taak en verplichting hebben om erop toe te zien dat de grondrechten worden geëerbiedigd, gewaarborgd, beschermd en gehandhaafd;

CC. gelet op het feit dat de ILGA-2021 *Rainbow Europe Map* een wijdverspreide en bijna volledige stagnatie onthult op het gebied van mensenrechten van LGBTQI+-personen;

DD. gelet op het feit dat de ILGA-2021 *Rainbow Europe Map* aantoont dat België voor de vierde keer op de tweede plaats komt te staan, maar dat Polen voor het tweede jaar op rij het laagste scoort binnen de categorie van EU lidstaten;

EE. overwegende dat in 2019 een honderdtal Poolse gemeenten en provincies hebben verklaard een "LGBTQI+-vrije" zone te zijn, maar dat sinds de dreiging van de EU om fondsen en subsidies in te houden, er verschillende Poolse provincies en gemeenten hun verklaring van "LGBTQI+-vrije" zone hebben ingetrokken;

FF. overwegende dat in 2020 de gemeenteraad van de Hongaarse stad Nagykáta heeft beslist om de "verspreiding van LGBTQI+-propaganda" te verbieden en hiermee de eerste Hongaarse "LGBTQI+-vrije" zone werd;

GG. considérant qu'en juin 2021, une loi a été adoptée en Hongrie, rendant illégale la "promotion des valeurs LGBTQI+" auprès des mineurs, interdisant par là toute référence aux personnes LGBTQI+ dans les espaces où des mineurs peuvent être présents, et vu le choix d'introduire ces mesures dans une loi sur la maltraitance des enfants, qui stigmatise les personnes LGBTQI+ en associant la pédophilie à la communauté LGBTQI+;

HH. considérant qu'en août 2021, le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a pris un décret qui limite la vente de livres pour la jeunesse dans lesquels figurent des personnages LGBTQI+ et que depuis septembre, ces livres ne peuvent plus être vendus dans un rayon de 200 mètres autour des écoles ou des églises, que ces livres ne peuvent plus être placés dans des étalages ou à des endroits visibles dans les librairies;

II. considérant que, le 27 octobre 2021, le Sénat italien a rejeté une proposition de loi punissant les délits haineux à l'encontre des personnes LGBTQI+;

JJ. considérant que le Parlement polonais est saisi d'une proposition de loi "Stop LGBTQI+", qui vise à interdire les marches des fiertés et autres rassemblements LGBTQI+, et que le Parlement polonais a voté le 29 octobre 2021 pour continuer à travailler à la législation;

KK. considérant que le 30 octobre 2021, le *Rainbow Hub*, un centre LGBTQI+ à Sofia (Bulgarie), a été pillé et saccagé pendant un événement de la communauté transgenre, et que le procureur bulgare a introduit une demande de levée de l'immunité légale de Boyan Rasate, candidat de l'extrême droite à l'élection présidentielle, après qu'il a été accusé de faire partie du groupe responsable de l'attaque;

LL. considérant que le Sénat roumain a adopté en juin 2020 une proposition de loi visant à interdire les activités liées à la théorie de l'identité des genres dans le contexte de l'enseignement, mais que le président roumain a refusé de promulguer la loi et que la Cour constitutionnelle roumaine a déclaré en décembre 2020 que la loi est incompatible avec la Constitution;

MM. considérant que les mécanismes de contrôle effectif mis en place dans les États membres concernant l'État de droit et la démocratie revêtent une importance cruciale pour la protection des droits des personnes LGBTQI+;

NN. considérant qu'il ne s'agit pas d'une lutte idéologique entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, mais d'une violation des droits et des libertés fondamentaux;

GG. overwegende dat in juni 2021 in Hongarije een wet werd goedgekeurd die het illegaal maakt om "LGBTQI+-waarden te promoten" bij minderjarigen, waarmee alle verwijzingen LGBTQI+-personen in ruimtes waar minderjarigen aanwezig kunnen zijn verboden worden, en de keuze om deze maatregelen te introduceren in een wet op kindermisbruik, waarmee de LGBTQI+-personen worden gestigmatiseerd door pedofilie in verband te brengen met de LGBTQI+-gemeenschap;

HH. overwegende dat in augustus 2021 de Hongaarse Premier, Viktor Orbán, een decreet heeft uitgevaardigd dat de verkoop van jeugdboeken beperkt waarin LGBTQI+-personen voorkomen en dat vanaf september deze boeken niet meer mogen verkocht worden in een straal van 200 meter rond scholen of kerken, deze boeken niet meer in etalages of zichtbare plaatsen mogen liggen in de boekenhandels;

II. overwegende dat de Italiaanse Senaat op 27 oktober 2021 een wetsvoorstel, dat LGBTQI+-haatmisdrijven bestraft, heeft verworpen;

JJ. overwegende dat er in het Pools Parlement een wetsvoorstel "Stop LGBTQI+" hangende is, dat de Pride marsen en andere LGBTQI+-bijeenkomsten zou verbieden, en dat het Pools Parlement op 29 oktober 2021 heeft gestemd om verder te werken aan de wetgeving;

KK. overwegende dat op 30 oktober 2021 de *Rainbow Hub*, een LGBTQI+-centrum in Sofia (Bulgarije) werd geplunderd en vernield tijdens een event van de transgemeenschap, en de Bulgaarse openbare aanklager een verzoek heeft ingediend om de wettelijke immuniteit van Boyan Rasate, extreemrechtse presidentskandidaat, op te heffen nadat hij ervan is beschuldigd deel uit te maken van de groep verantwoordelijk voor de aanval;

LL. overwegende dat de Roemeense senaat in juni 2020 een wetsvoorstel heeft aangenomen om activiteiten in verband met genderidentiteitstheorie in een onderwijscontext te verbieden, maar dat de Roemeense president heeft geweigerd de wet af te kondigen en het Roemeense Grondwettelijk Hof in december 2020 heeft verklaard dat de wet onverenigbaar is met de Grondwet;

MM. gelet op het feit dat effectieve controlemechanismen in de lidstaten in verband met de rechtsstaat en de democratie van cruciaal belang zijn voor de bescherming van de rechten van LGBTQI+-personen;

NN. gelet op het feit dat dit geen ideologische strijd is tussen West- en Oost-Europa, maar de schending van fundamentele rechten en vrijheden betreft;

OO. considérant que les discriminations envers les personnes LGBTQI+ vont souvent de pair avec une détérioration générale de la démocratie, de l'État de droit et des droits fondamentaux dans les États membres concernés;

PP. considérant que la Commission européenne a lancé des procédures d'infraction à l'encontre aussi bien de la Hongrie (pour cette législation anti-LGBTQI+) que de la Pologne (pour la réaction insuffisante des autorités polonaises contre les zones "sans LGBTQI+");

QQ. considérant que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré dans son discours sur l'état de l'Union 2020 que les zones sans LGBTQI+ sont des zones inhumaines et qu'elles n'ont pas leur place dans notre Union;

RR. considérant que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a parlé dans son discours sur l'état de l'Union 2021 d'une Europe unie dans la liberté et la diversité, d'une Europe où les sociétés sont bâties sur la démocratie et les valeurs partagées, mais qu'elle a omis de souligner que l'Europe est également une "zone de liberté" pour les personnes LGBTQI+;

SS. considérant que le programme de travail de la Commission pour 2022 "Ensemble pour une Europe plus forte" ne mentionne pas d'actions concrètes pour faire de l'Union européenne une "zone de liberté" pour les personnes LGBTQI+;

TT. considérant que l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) démontre dans son rapport du 14 mai 2020, sur la base des réponses fournies par plus de 140 000 participants, qu'il n'y a peu ou guère eu d'avancées ces sept dernières années, mais que des différences importantes existent entre les États membres européens;

UU. considérant que des procédures en application de l'article 7 du TUE sont en cours à l'encontre de la Hongrie et de la Pologne, mais que celles-ci ne produisent pas de résultats concrets, qu'aucune avancée n'est enregistrée et que la situation dans ces États membres ne fait que se détériorer;

VV. considérant que 18 chefs d'État et de gouvernement ont déclaré au cours de la réunion du Conseil européen de juin 2021, à l'initiative de la Belgique, "poursuivre la lutte contre la discrimination de la communauté LGBTQI+";

WW. considérant que la conférence "Safe To Be Me: A Global Equality Conference", la toute première conférence LGBTQI+ à l'échelle mondiale visant à s'attaquer

OO. gelet op het feit dat de discriminatie van LGBTQI+-personen vaak gepaard gaat met een meer algemene verslechtering van de situatie van de democratie, de rechtsstaat en de grondrechten in de betrokken lidstaten;

PP. gelet op het feit dat de Europese Commissie inbreukprocedures is gestart tegen zowel Hongarije (voor deze anti-LGBTQI+-wetgeving) als Polen (voor de onvoldoende reactie van de Poolse autoriteiten tegen de "LGBTQI+-vrije" zones);

QQ. overwegende dat de voorzitter van de Europese Commissie, Ursula von der Leyen, in de State of the Union 2020 heeft verklaard dat LGBTQI+-vrije zones onmenselijke zones zijn en dat ze geen plaats hebben in onze Unie;

RR. overwegende dat de voorzitter van de Europese Commissie, Ursula von der Leyen, in de *State of the Union 2021* heeft verwezen naar een Europa dat één is in vrijheid en verscheidenheid, naar een Europa waar samenlevingen zijn gestoeld op democratie en gemeenschappelijke waarden, maar heeft nagelaten te verwijzen naar het feit Europa ook een LGBTQI+ "vrijheidszone" is;

SS. overwegende dat het werkprogramma van de Commissie voor 2022 "Europa samen sterker maken" niet verwijst naar concrete acties om van de Europese Unie daadwerkelijk een LGBTQI+ "vrijheidszone" te maken;

TT. gelet op het feit dat het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA) in haar rapport van 14 mei 2020, op basis van meer dan 140 000 deelnemers, aantoonde dat er de laatste zeven jaar weinig of geen vooruitgang is geboekt, maar dat er belangrijke verschillen bestaan tussen de Europese lidstaten;

UU. gelet op het feit dat artikel 7 VEU-procedures lopende zijn tegen Hongarije en Polen, maar dat deze niet leiden tot concrete resultaten, er geen vooruitgang wordt geboekt en de situatie in deze lidstaten enkel maar achteruitgaat;

VV. gelet op het feit dat achttien staatshoofden en regeringsleiders tijdens de bijeenkomst van de Europese Raad van juni 2021, op initiatief van België, hebben verklaard "de strijd tegen discriminatie van de LGBTQI+-gemeenschap voort te zetten";

WW. gelet op het feit dat van 27 tot 29 juni 2022 in Londen de mondiale "Safe To Be Me: A Global Equality Conference", de allereerste globale LGBTQI+-conferentie

à l'inégalité dans le monde et à inciter les États à agir, aura lieu à Londres du 27 au 29 juin 2022;

XX. considérant que le Parlement européen a poursuivi la Commission européenne devant la Cour de Justice en raison de la non-application du mécanisme de conditionnalité;

I. RECONNAÎT ET RÉAFFIRME QUE L'UNION EUROPÉENNE EST UNE "ZONE DE LIBERTÉ" POUR LES PERSONNES LGBTQI+;

II. CONDAMNE FERMEMENT TOUTE FORME DE VIOLENCE ET DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES PERSONNES LGBTQI+ ET TOUTE FORME DE VIOLATION DE LEURS DROITS ET LIBERTÉS, TANT LES VIOLATIONS ACTIVES QUE LA TOLÉRANCE À L'ÉGARD DE CES ACTES, DE LA PART DE POUVOIRS PUBLICS, D'ÉTATS OU D'AUTORITÉS;

III. SE FÉLICITE DE L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE MONDIALE "SAFE TO BE ME: A GLOBAL EQUALITY CONFERENCE" À LONDRES DU 27 AU 29 JUIN 2022 ET DEMANDE LA PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DU PARLEMENT FÉDÉRAL BELGE;

IV. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'exprimer son soutien inconditionnel à la reconnaissance de l'Union européenne comme "zone de liberté" LGBTQI+;

2. de condamner systématiquement et fermement toute violation ou restriction des droits et des libertés des personnes LGBTQI+ au sein de l'Union européenne;

3. de rester particulièrement vigilant à l'égard du déclin de l'acceptation sociétale et des droits et des libertés de la communauté LGBTQI+ dans les États membres de l'Union européenne;

4. de prendre des mesures concrètes en vue de rendre la politique étrangère de la Belgique LGBTQI+ inclusive et de faire systématiquement rapport au Parlement fédéral concernant les initiatives prises;

5. de demander, au sein du Conseil de l'Europe, de prendre des mesures plus concrètes concernant les mesures de lutte contre la discrimination des personnes LGBTQI+, de plaider pour l'élaboration d'un cadre pour améliorer les droits et les libertés des personnes LGBTQI+ et de faire rapport au Parlement fédéral sur les suites concrètes qu'il a réservées à la résolution relative à la défense des droits des personnes LGBTQI+ au sein du Conseil de l'Europe, adoptée le 14 janvier 2021 (DOC 55 0467/005);

om ongelijkheid in de wereld aan te pakken en landen aan te sporen actie te ondernemen, zal plaatsvinden;

XX. overwegende dat het Europees Parlement de Europese Commissie voor het Hof van Justitie heeft gedaagd wegens het niet toepassen van het conditionalitymechanisme;

I. ERKENT EN HERBEVESTIGT DAT DE EUROPESE UNIE EEN LGBTQI+-'VRIJHEIDSZONE' IS;

II. VEROORDEELT TEN STRENGSTE ALLE VORMEN VAN GEWELD TEGEN, DISCRIMINATIE VAN EN SCHENDINGEN VAN DE RECHTEN EN VRIJHEDEN VAN LGBTQI+-PERSONEN, ZOWEL ACTIEVE SCHENDINGEN ALS HET TOLEREREN ERVAN, DOOR OVERHEDEN, STATEN OF AUTORITEITEN;

III. VERWELKOMT DE MONDIALE "SAFE TO BE ME: A GLOBAL EQUALITY CONFERENCE" VAN 27 TOT 29 JUNI 2022 IN LONDEN EN VERZOEKT DE DEELNAME VAN EEN PARLEMENTAIRE DELEGATIE VAN HET BELGISCH FEDERAAL PARLEMENT;

IV. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. haar onvoorwaardelijke steun uit te spreken voor de erkenning van de Europese Unie als een LGBTQI+-'vrijheidszone';

2. alle mogelijke schendingen en inperkingen van rechten en vrijheden van de LGBTQI+-personen in de Europese Unie systematisch en krachtig te veroordelen;

3. bijzonder waakzaam te blijven voor de terugval van de maatschappelijke aanvaarding en van de rechten en vrijheden van de LGBTQI+-gemeenschap in de Europese lidstaten;

4. concrete maatregelen te nemen om het Belgisch buitenlands beleid LGBTQI+-inclusief te maken en omtrent de genomen initiatieven systematisch te rapporteren aan het Federaal Parlement;

5. om binnen de Raad van Europa meer concrete actie te vragen omtrent maatregelen ter bestrijding van de discriminatie van LGBTQI+-personen, te pleiten voor een kader om de rechten en vrijheden van LGBTQI+-personen te verbeteren en te rapporteren aan het Federaal Parlement hoe ze concreet gevolg heeft gegeven aan de resolutie om in de Raad van Europa op te komen voor de rechten van LGBTQI+'s aangenomen op 14 januari 2021 (DOC 55 0467/005);

6. de plaider activement sur la scène internationale et dans le cadre d'entretiens bilatéraux:

a) d'œuvrer à l'acceptation sociétale des personnes LGBTQI+ et, en tant que pionnier, de proposer des bonnes pratiques afin de soutenir d'autres pays et régimes à cet égard;

b) de plaider en faveur de la décriminalisation en combinaison avec l'introduction de mesures antidiscrimination et de protection pour la communauté LGBTQI+;

7. de participer activement, avec la délégation parlementaire, et de représenter la Belgique à la conférence "Safe To Be Me: A Global Equality Conference" qui se tiendra du 27 au 29 juin 2022 à Londres;

8. d'appeler systématiquement la Commission européenne à activer tant le mécanisme de protection de l'État de droit qu'une procédure d'infraction à l'encontre des États membres de l'Union européenne qui violent les libertés et les droits fondamentaux des personnes LGBTQI+, et si tel n'est pas le cas, de se pencher avec des États partageant les mêmes valeurs sur la possibilité de saisir lui-même la Cour de Justice de l'Union européenne de Luxembourg et / ou la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg (pour les aspects qui ne relèvent pas du droit de l'Union européenne);

9. d'insister fermement auprès de la Commission européenne pour qu'elle mette en œuvre l'article 6, § 2, du Traité sur l'Union européenne (TUE) et accélère l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), dès lors qu'il s'agit de l'instrument le plus important pour la protection des droits fondamentaux en Europe, et de faire rapport au Parlement fédéral quant à l'état d'avancement des négociations;

10. d'examiner, en concertation avec çavaria, de quelle manière il peut soutenir de manière structurelle des organisations LGBTQI+ dans d'autres pays, au sein comme en dehors de l'Union européenne, afin de lutter contre la discrimination de la communauté arc-en-ciel et de favoriser son acceptation et son intégration;

11. de tenir suffisamment compte, dans la politique belge de développement, des besoins des groupes discriminés, comme les personnes LGBTQI+, et d'associer activement les organisations de la société civile issues de ces groupes à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces interventions;

12. d'exercer suffisamment de pression au sein du Conseil pour avancer dans les procédures de l'article 7 du TUE qui sont en cours à l'encontre de la Hongrie et

6. om op internationale fora en in bilaterale gesprekken actief te pleiten:

a) om werk te maken van maatschappelijke aanvaarding van LGBTQI+ personen en als voortrekker goede praktijken aan te reiken om andere landen en regimes hierin bij te staan;

b) voor de decriminalisering in combinatie met het invoeren van antidiscriminatie- en beschermingsmaatregelen voor de LGBTQI+-gemeenschap te pleiten;

7. samen met de parlementaire delegatie, actief deel te nemen aan en België te vertegenwoordigen op de mondiale "Safe To Be Me: A Global Equality Conference" van 27 tot 29 juni 2022 in Londen;

8. de Europese Commissie systematisch op te roepen om zowel het rechtsstaatmechanisme als een ingebrekestellingsprocedure tegenover de Europese lidstaten die de fundamentele rechten en vrijheden van LGBTQI+- personen schenden, te activeren, en indien dit niet gebeurt, zich met gelijkgezinde staten te buigen over de mogelijkheid om zelf een zaak aanhangig te maken bij het Hof van Justitie van de Europese Unie in Luxemburg en / of bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in Straatsburg (voor de aspecten die niet onder het EU-recht vallen);

9. er bij de Europese Commissie sterk op aan te dringen om artikel 6, § 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) uit te voeren en spoed te zetten achter de toetreding van de Europese Unie tot het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens (EVRM), aangezien dit het belangrijkste instrument is ter bescherming van de grondrechten in Europa, en omtrent de stand van zaken van de onderhandelingen een verslag in te dienen in het Federaal Parlement;

10. in samenspraak met çavaria na te gaan op welke manier ze LGBTQI+-organisaties in de andere landen, zowel binnen als buiten de Unie, structureel kan ondersteunen om discriminatie van de regenbooggemeenschap tegen te gaan en hun maatschappelijke aanvaarding en integratie te bevorderen;

11. om binnen het Belgisch ontwikkelingsbeleid voldoende rekening te houden met de noden van gediscrimineerde groepen, zoals LGBTQI+-personen, en de middenveldorganisaties uit deze groepen bij het ontwerpen en de uitvoering van deze interventies actief te betrekken;

12. binnen de Raad voldoende druk uit te oefenen om vooruitgang te boeken in de lopende artikel 7 VEU-procedures tegen Hongarije en Polen, door erop te wijzen

de la Pologne, en soulignant que la non-mise en œuvre efficace de l'article 7 du TUE par le Conseil continue de saper l'intégrité des valeurs européennes communes, la confiance réciproque et la crédibilité de l'Union européenne dans son ensemble;

13. d'exhorter la Commission européenne et, le cas échéant, le Conseil:

a) en qualité de gardiens des traités, à rester particulièrement vigilants face au déclin de l'acceptation sociale et des droits et libertés de la communauté LGBTQI+ dans les États membres de l'Union européenne;

b) à prendre l'initiative d'élaborer, à l'instar du rapport annuel par pays sur l'État de droit, un rapport annuel par pays sur la situation des droits fondamentaux et des libertés fondamentales et sur le respect et la protection des droits fondamentaux énoncés à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE) dans les États membres européens, et d'y consacrer un chapitre spécifique aux droits et libertés des personnes LGBTQI+;

c) à prendre acte du fait que la Belgique regrette que, lors du discours sur l'état de l'Union 2021, la Présidente de la Commission européenne n'ait pas fait référence aux mesures concrètes de mise en œuvre de la stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTQI+ (2020-2025), ni au fait que l'Union est une "zone de liberté" pour les personnes LGBTQI+;

d) à prendre immédiatement des mesures chaque fois qu'un État membre viole les valeurs européennes énoncées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE), en particulier au travers d'un acte qui entraîne une discrimination à l'égard de la communauté LGBTQI+, en appliquant le mécanisme de protection de l'État de droit et en lançant une procédure d'infraction;

e) à attendre l'arrêt de la Cour de justice relatif au nouveau mécanisme de conditionnalité initié par la Hongrie et la Pologne avant d'approuver les plans de relance de ces États membres et de leur verser des fonds;

f) à mettre en œuvre, de manière prioritaire et effective, la stratégie européenne en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTQI+ 2020-2025, à communiquer de manière claire et transparente au sujet des mesures prises, notamment en menant des campagnes publiques, et à en informer le Parlement fédéral;

g) à débloquer d'urgence, en concertation avec le Conseil, la directive "discrimination horizontale", à savoir la proposition de directive du Conseil du 2 juillet 2008 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de

dat het verzuim van de Raad om artikel 7 VEU doeltreffend in te zetten de integriteit van de gemeenschappelijke Europese waarden, het wederzijds vertrouwen en de geloofwaardigheid van de Unie als geheel blijft ondermijnen;

13. om bij de Europese Commissie en desgevallend in de Raad aan te dringen om:

a) als hoeder van de verdragen, bijzonder waakzaam te blijven voor de terugval van de maatschappelijke aanvaarding en van de rechten en vrijheden van de LGBTQI+-gemeenschap in de Europese lidstaten;

b) net zoals het jaarlijks landelijke verslag over de rechtsstaat, het initiatief te nemen om een jaarlijks landelijk verslag over de staat van de fundamentele rechten en vrijheden en het naleven en beschermen van de grondrechten in artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) in de Europese lidstaten, waarin een specifiek hoofdstuk wordt gewijd aan de rechten en vrijheden van de LGBTQI+-personen, voor te bereiden;

c) dat België het betreurt dat de voorzitter van de Europese Commissie in de State of the Union 2021 noch heeft verwezen naar de concrete maatregelen ter implementatie van de Europese strategie voor gelijkheid van LGBTQI+'ers (2020-2025), noch heeft verwezen naar het feit dat de Unie een LGBTQI+-"vrijheidszone" is;

d) onverwijld actie te ondernemen telkens lidstaten de Europese waarden van artikel 2 van het Verdrag betreffende de Unie (VEU) schenden, meer specifiek bij elke handeling van een lidstaat die tot discriminatie van de LGBTQI+-gemeenschap leidt, door middel van het toepassen van het rechtsstaatmechanisme en het opstarten van een inbreukprocedure;

e) te wachten op het arrest van het Hof van Justitie omtrent het nieuwe conditionaliteitsmechanisme, aangespannen door Hongarije en Polen, alvorens de relanceplannen van deze lidstaten goed te keuren en middelen uit te keren;

f) prioritair en effectief uitvoering te geven aan de Europese strategie voor gelijkheid van LGBTQI+-personen van 2020-2025, omtrent de genomen maatregelen duidelijk en transparant te communiceren, o.a. door publieke campagnes te voeren, en het Federaal Parlement hieromtrent te informeren;

g) samen met de Raad de horizontale discriminatierichtlijn, meer bepaald het voorstel van 2 juli 2008 voor een richtlijn van de Raad betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen

traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de conviction, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle;

h) à adopter une décision-cadre de l'Union européenne obligeant les États membres à incriminer la violence fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC);

i) à œuvrer effectivement à l'amélioration de la législation européenne en matière de lutte contre les discriminations, notamment en mentionnant explicitement les personnes transgenres et intersexes;

j) à réviser effectivement en 2022, en priorité, les lignes directrices de 2009 sur la libre circulation – énoncées dans la stratégie européenne en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ 2020-2025 de la Commission européenne – et à initier une législation relative à la reconnaissance mutuelle des relations afin de reconnaître et de refléter la diversité des familles, et de contribuer ainsi à faciliter l'exercice du droit à la libre circulation pour toutes les familles et tous les ménages d'une personne, y compris les familles arc-en-ciel et les ménages des célibataires appartenant à la communauté arc-en-ciel;

k) à analyser en profondeur les résultats de l'enquête et les recommandations du rapport "*A long way to go for LGBTI equality*" de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) du 14 mai 2020, à faire rapport sur la manière dont elle va procéder à cet égard, sur les mesures concrètes qu'elle va prendre, et à en informer le Parlement fédéral belge;

l) à participer activement à la conférence mondiale "*Safe To Be Me: A Global Equality Conference*" qui se tiendra à Londres du 27 au 29 juin 2022, et à y jouer un rôle de pionnier dans la défense de l'Union européenne en tant que "zone de liberté" LGBTIQ+.

17 novembre 2021

ongeacht godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid, met spoed te deblokkeren;

h) om een EU-kaderbesluit aan te nemen dat lidstaten verplicht om geweld op basis van seksuele oriëntatie, genderidentiteit en -expressie en seksuele kenmerken (SOGIESC) strafbaar te stellen;

i) effectief werk te maken van een betere Europese wetgeving over antidiscriminatie, onder andere door transgender en intersekse personen expliciet te vermelden;

j) om prioritair de richtsnoeren inzake vrij verkeer van 2009 in 2022 daadwerkelijk te herzien – zoals bepaald de "*LGBTIQ Equality Strategy 2020-2025*" van de Europese Commissie – en om wetgeving inzake de wederzijdse erkenning van relaties te initiëren, om de diversiteit van gezinnen te erkennen en te weerspiegelen en zo bij te dragen tot het vergemakkelijken van de uitoefening van het recht op vrij verkeer voor alle gezinnen en eenpersoonshuishoudens, ook regenbooggezinnen en eenpersoonshuishoudens van singles die behoren tot de regenbooggemeenschap;

k) om de enquêteresultaten en aanbevelingen in het rapport "*A long way to go for LGBTI equality*" van het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA) van 14 mei 2020 grondig te analyseren, te rapporteren hoe ze hiermee verder aan de slag zal gaan, welke concrete maatregelen ze zal nemen en hieromtrent het Belgisch Federaal Parlement te informeren;

l) om actief deel te nemen aan de mondiale "*Safe To Be Me: A Global Equality Conference*" van 27 tot 29 juni 2022 in Londen en hier een voortrekkersrol te spelen ter verdediging van de Europese Unie als een LGBTIQ+-"vrijheidszone".

17 november 2021

Goedele LIEKENS (Open Vld)
Marianne VERHAERT (Open Vld)